

Nantes le 11 mars 2021

Madame la présidente,

Même si chacun·e d'entre nous souhaite le contraire, l'analyse objective de la situation, au niveau international comme au niveau national, laisse présager la poursuite de la crise sanitaire tout au long de cette année 2021.

Et malheureusement, la remontée de l'épidémie que l'on constate dans le monde entier, peut nous faire craindre des mois difficiles. Les causes en sont certainement multiples. Parmi elles, l'apparition de nouvelles souches du virus, beaucoup plus contagieuses qui risque de s'étendre et de saturer brutalement le système de santé.

Mais il faut aussi y ajouter l'inefficacité croissante des politiques publiques en particulier en France. Après le scandale des masques, après le scandale des tests voici celui de la gestion catastrophique de la campagne de vaccination, alors que la situation sociale et sanitaire est dramatique pour des millions de personnes.

Après un an de crise, ce gouvernement n'a tiré aucun enseignement des politiques successives qui ont cassé, sacrifié le Service public sur l'autel de la rigueur budgétaire et de l'ouverture à la concurrence. La loi de Finance 2021 en est l'ultime exemple. Il reste aveugle et sourd à la réalité de ces millions de femmes et d'hommes qui sont tombés non pas simplement dans la précarité mais véritablement dans la pauvreté.

Mais à priori ce n'est pas la crise pour tout le monde. En effet, le dernier rapport de l'ONG Oxfam du 25 janvier est sans appel : malgré la crise sanitaire, économique et sociale, les 10 plus grosses fortunes ont continué et continuent à s'enrichir. Ce gouvernement, malgré cette crise sans précédent, continue sa politique de destruction des services

publics, en particulier le nôtre avec le refus même de toute pause dans les « contre-réformes » engagées. Cet environnement perpétuel de suppressions emplois, de mise en place à marche forcée d'un réseau d'éloignement et de restructurations tous azimuts sont non seulement sources de stress et d'angoisses pour les collègues et les usagers mais également de détérioration collective de nos conditions de travail et de difficultés désormais abyssales pour l'exercice de nos missions de service public. De plus, cette année encore les milliers d'heures écrêtées au plan national démontrent l'importance des charges de travail, le manque de personnel et l'engagement sans faille des agentes et des agents, parfois même au détriment de leur santé.

Comme seule réponse, la Direction Générale impose des règles de gestions défavorables aux agentes et agents, les laissant ainsi sans repère et sans visibilité sur leur avenir tant professionnel que personnel et préfère le recrutement de 250 contractuel.les pour s'occuper du Fonds National de Solidarité, préférant ainsi des salariés au statut précaire avec une formation low-cost.

Concernant l'ordre du jour de ce CTL, nous ferons bien évidemment d'autres analyses lors de leur examen, néanmoins nous tenons à mettre en avant un certains nombres de remarques.

Nous ne pouvons que constater et déplorer que les réformes continuent à la DRFiP 44, notamment avec la fusion des SPF et SPFE de Nantes et Châteaubriant. Si aujourd'hui les agentes et agents ont intégré cette fusion, elles et ils sont inquiets car nous savons toutes et tous que ce nouveau grand SPFE pourrait être le réservoir en emplois du futur service d'appui de la publicité foncière. A ce titre nous vous demandons de leur confirmer ou non si un tel service sera implanté en Loire-Atlantique.

Au sujet du CGF, Solidaires Finances Publiques pourrait accepter le déplacement technique du curseur entre l'ordonnateur et le comptable. Mais avec la garantie que les fonctions de chacun demeurent distinctes et indépendantes. L'exécution de la dépense, le recouvrement des recettes ainsi que la tenue de la comptabilité doivent rester des fonctions relevant de la DGFIP. Le respect de ces deux exigences constitue pour Solidaires Finances Publiques une ligne rouge à ne pas franchir.

Quant au bilan de la première phase du NRP, nous ne pouvons pas nous satisfaire autant que vous de ce premier bilan. Pour nous ces restructurations ne répondent pas au besoin des citoyen·e·s et ne solutionnent pas les problèmes liés aux conditions de travail des agentes et des agents. Pour SFP l'efficacité du service public ne passe ni par la création de méga services éloignés des usagers ni par la dématérialisation à outrance. Malheureusement, nous pouvons déjà le constater, ces services ne seront pas à l'abri de nouvelles suppressions d'emplois à l'instar du SiE de Saint-Nazaire !

Concernant le point 5 de l'ODJ, on peut se féliciter qu'avoir un bilan de la campagne IR et de celle des avis. Ces bilans démontrent l'activité colossale annuelle des services des impôts des particuliers : 40 367 appels téléphoniques entre le 27 avril et le 30 juin, plus de 5 000 rendez vous traités, 39 555 demandes e-contacts pour la campagne IR et plus de 7000 rendez-vous et près de 84 000 messages e-contacts pour la campagne des avis.

Cette année plus que tout autre, il a fallu mobiliser des agentes et des agents d'autres services afin de faire face à cette charge de travail.

En dehors du contexte de l'année 2020, crise sanitaire et PAS, on se rend compte de l'effet négatif des emplois supprimés depuis 2016 dans les SIP. Rappelons que depuis 2009 282 emplois ont été supprimés dans le département.

Si vous pouvez vous satisfaire de ces 2 bilans, c'est pour SFP en passant sous silence les conditions dans lesquelles les agentes et les agents sont venus à bout de cette surcharge de travail et en ignorant la mise en parenthèse d'autres missions essentielles des finances publiques.

Pour SFP la campagne IR 2020 ne doit pas servir de modèle pour les campagnes à venir, notre service public ne doit pas oublier qu'environ "13 millions de Françaises et de Français sont en situation d'illectronisme, aussi bien les plus de 65 ans que les moins de 25 ans" et que certaines montrent que la dématérialisation des services publics complique la vie de 37 % des citoyennes et des citoyens.

Pour Solidaires Finances publiques, la DGFIP ne peut ignorer cette situation et a le devoir de mettre les usagères et usagers les plus fragiles au centre même de sa politique d'accueil.

Enfin pour finir,

le respect des mesures sanitaires nous a contraint et va continuer à nous contraindre à l'utilisation de moyens nouveaux de communication dans le cadre du dialogue social.

Or les militantes et les militants comme les locaux syndicaux ne sont pas équipés des moyens permettant de participer dans de bonnes conditions aux différentes audio et surtout aux visio conférences qui se développent de plus en plus.

Si les membres du CHSCT 44 ont été équipés de PC avec caméras et écouteurs, il n'en est rien des autres élu·e·s ou représentantes et représentants de SFP.

Aussi, dans le cadre des moyens qui doivent être mis à la disposition des organisations syndicales, nous vous demandons d'équiper les locaux syndicaux et les élu·e·s de SFP en PC avec caméra et écouteurs et surtout de possibilités de connexion afin de pouvoir participer aux visio conférences désormais organisées par de plus en plus d'instances.